



Le gouvernement et les parlementaires ne peuvent pas rester sourds à cette puissante mobilisation

Avec près de 2 millions de manifestants, ce 7 février a confirmé, s'il était encore nécessaire, la très forte détermination de la population à refuser le projet de « réforme » des retraites présenté par le gouvernement.

Dans les Pyrénées-Atlantiques, il y avait 12 000 manifestants à Bayonne et 11 000 à Pau.

Depuis le 19 janvier, des millions de travailleuses et travailleurs, du public comme du privé, jeunes et retraité.e.s, de plus en plus exaspérés de ne pas être entendus par le Gouvernement, se sont mobilisé.e.s, par la grève et/ou ont manifesté sur l'ensemble du territoire.

La population soutient plus que jamais la totalité des organisations syndicales professionnelles et de jeunesse qui s'opposent au recul de l'âge légal de départ à 64 ans et à l'allongement de la durée de cotisations. Plus de 9 travailleurs sur 10 rejettent la réforme, plus des 2/3 de la population soutiennent les mobilisations et 60% des Français déclarent même qu'ils comprendraient que les grévistes bloquent le pays car il s'agit, pour eux, du seul moyen pour que le gouvernement retire sa réforme.

De nombreux experts se font entendre pour dénoncer l'injustice et la brutalité de cette réforme.

Une démocratie qui fonctionne se doit d'être à l'écoute de la position largement majoritaire de la population qui s'oppose à cette réforme. Face à un gouvernement toujours sourd, alors que l'examen du projet de loi a débuté ce lundi 6 février à l'Assemblée nationale, les parlementaires doivent prendre leurs responsabilités en le rejetant.

L'intersyndicale Cfdt, CGT, FO, CFE-CGC, CFTC, UNSA, SOLIDAIRES et FSU des Pyrénées-Atlantiques appelle toute la population du département à manifester encore plus massivement le samedi 11 février sur l'ensemble du territoire pour dire non à cette « réforme ». D'ici là, elle invite à multiplier les actions, initiatives, réunions ou assemblées générales partout sur le territoire, dans les entreprises et services, dans les lieux d'étude, y compris par la grève.

L'exécutif portera l'entière responsabilité des suites de ce mouvement inédit par son ampleur et désormais ancré dans le paysage social. Le gouvernement doit retirer son projet sans attendre la fin du processus parlementaire.

L'intersyndicale annoncera le samedi 11 février les suites de cette mobilisation.

**RETRAIT DE CE PROJET DE RÉFORME DES RETRAITES INJUSTE !
TOUTES ET TOUS EN GRÈVE ET EN MANIFESTATION
CE SAMEDI 11 FÉVRIER 2023.**

**10H30 PLACE SAINTE-URSULE À BAYONNE
10H30 PLACE VERDUN À PAU**